

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

N A T O S A N S C L A S S I F I C A T I O N

ORIGINAL : ANGLAIS

15 Mai 1981

DOCUMENT

C-M(81)34

RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES

Note du Secrétaire Général

A sa réunion du 23 juillet 1980(1) le Conseil est convenu de faire établir une version non classifiée du document C-M(80)34 à l'intention des services de l'information de l'OTAN et des gouvernements alliés.

2. Pour répondre aux souhaits du Conseil, la Direction économique a examiné ce document, dont on trouvera ci-joint une version non classifiée. Le délai de diffusion de cette version est dû au fait que la réserve maintenue jusqu'ici par une délégation, n'a été levée que très récemment.

(Signé) Joseph M.A.H. LUNS

OTAN,
1110 Bruxelles.

Le présent document comporte : 1 Annexe

(1) Procès-verbal C-R(80)29, point II, paragraphe 25(2), en date du 11 août 1980.

N A T O S A N S C L A S S I F I C A T I O N

SOMMAIRE

	<u>Paragraphes</u>
A. <u>RESUME</u>	1 - 6
B. <u>INTRODUCTION</u>	7 - 9
C. <u>EVOLUTION DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES</u>	10 - 21
(a) Les années de la révolution économique (1959-1963)	12 - 14
(b) Tâtonnements (1964-1970)	15 - 17
(c) Soviétisation de l'économie cubaine (1971 à aujourd'hui)	18 - 21
D. <u>NATURE DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES</u>	22 - 33
(a) Echanges subventionnés	25 - 26
(b) Coopération économique	27 - 28
(c) Education et formation	29 - 33
E. <u>ANALYSE DES COUTS ET DES AVANTAGES DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES</u>	34 - 47
(a) Avantages économiques pour Cuba	35 - 39
(b) Coût économique pour l'Union soviétique du soutien accordé à Cuba	40 - 47
F. <u>CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES</u>	48 - 65
(a) Le point de vue de La Havane	49 - 53
(b) Le point de vue de Moscou	54 - 58
(c) Le point de vue de Bruxelles	59 - 65

ANNEXE I : Tableaux statistiques

RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES

A. RESUME

Au cours des vingt et une années qui se sont écoulées depuis la révolution qui a porté Castro au pouvoir, le 1er janvier 1959, les échanges entre l'URSS et Cuba et l'aide soviétique à ce pays se sont développés à un point qu'on peut désormais parler de rapports de tutelle. Les dirigeants cubains n'ont plus guère la possibilité de prendre des décisions indépendantes en matière économique : les politiques clés dans ce domaine sont définies par la puissante "Commission intergouvernementale pour la coopération économique, scientifique et technique", qui veille à ce que rien d'essentiel ne soit entrepris sans l'accord des Soviétiques. Si, pour une raison quelconque, le flux des ressources et des subventions soviétiques venait brusquement à s'interrompre, l'économie cubaine s'en trouverait complètement bouleversée ; dans ce sens, Cuba est presque totalement dépendante de l'Union soviétique.

2. D'abord mal définies et peu logiques d'un point de vue strictement économique, les relations économiques soviéto-cubaines sont passées par trois phases distinctes. Pendant la période correspondant à la "révolution économique" (1959-1963), elles se sont développées en fonction des circonstances et ont été considérées par les dirigeants cubains comme un contrepoids à l'influence des Etats-Unis. A la rupture des relations économiques américano-cubaines, l'Union soviétique s'est immédiatement présentée comme partenaire de remplacement, inspirant en même temps des changements fondamentaux dans la structure de la propriété et dans les principes de gestion dans le sens d'une centralisation de la planification. Au cours d'une deuxième phase, de 1964 à 1970, les Cubains ont poursuivi leur expérience socialiste, mais en ignorant apparemment les conseils de Moscou dans les domaines économique et politique : ils donnaient la préférence aux stimulants moraux plutôt qu'aux stimulants matériels et leur planification était irrationnelle. Ces facteurs, auxquels il faut ajouter l'importante "fuite des cerveaux" consécutive à l'hostilité témoignée par Castro envers les classes moyennes, ont été à l'origine du spectaculaire fiasco économique de 1970. La troisième phase (de 1971 à aujourd'hui) marque la soviétisation complète de l'économie cubaine. Les conseillers soviétiques ont réussi à rationaliser en partie la planification et la gestion économiques. Les stimulants matériels ont par ailleurs été réintroduits, de même que la notion de profit et la relation entre la circulation des biens et la monnaie. En bref, l'économie cubaine est de plus en plus conforme au modèle soviétique et les décisions majeures de planification sont prises sous l'étroite tutelle des conseillers soviétiques.

C-M(81)34

- 4 -

3. C'est l'ampleur du programme d'aide économique soviétique qui fait le mieux apparaître le rôle de "tutelle" de l'Union soviétique. De 1960 à 1978, l'assistance économique à Cuba a représenté l'équivalent de \$ 13,6 milliards et atteint en 1978 le chiffre record de \$ 3 milliards. Elle consiste pour près de 40 % (\$ 5,3 milliards) en prêts remboursables consentis pour le soutien de la balance des paiements ou au titre de l'aide au développement. Les 60 % restants sont des subventions prenant la forme suivante : application par les Soviétiques de prix artificiellement élevés pour le sucre et le nickel qu'ils importent de Cuba et de prix artificiellement bas pour les exportations soviétiques de pétrole à destination de ce pays.

4. Bien qu'au total, c'est-à-dire si l'on tient compte des considérations politiques et militaires, la situation apparaisse assez équilibrée, d'un point de vue strictement économique, les relations soviéto-cubaines se présentent de façon telle que tous les avantages semblent être pour Cuba et presque tous les coûts pour l'Union soviétique. Le fait que Cuba souffre d'une pénurie générale de ressources naturelles économiquement exploitables, qu'elle soit un pays semi-développé et qu'elle applique une stratégie de développement marxiste profondément nationaliste limite fortement ses possibilités pour ce qui est de susciter des investissements intérieurs suffisants et d'attirer des capitaux occidentaux. Ces dernières années, le soutien soviétique est devenu plus vaste et plus vital que jamais en raison de la dégradation de la situation de Cuba en matière de paiements extérieurs et des initiatives ambitieuses de La Havane en politique étrangère. Le fait que les perspectives économiques à long terme soient sombres et que l'Union soviétique espère bien retirer des avantages politiques accrus de ses relations avec Cuba incite à penser que Moscou continuera de soutenir largement l'économie cubaine et qu'elle accroîtra même son appui. En fait, l'aide économique soviétique pourrait avoir représenté en 1979 l'équivalent de \$ 3,2 à 3,5 milliards et son coût pour l'URSS en devises fortes \$ 1,5 milliard.

5. Moscou ne semble pas pouvoir se permettre d'avoir d'autres clients exigeant un soutien économique de cette ampleur. Si, par exemple, le Vietnam devait solliciter la même aide par habitant que celle que Cuba a reçue en 1978 (\$ 309), il en résulterait pour l'Union soviétique un coût de \$ 15,6 milliards. D'une façon générale, leurs propres difficultés et contraintes économiques empêchent les Soviétiques d'utiliser autant qu'ils le voudraient la carte économique pour étendre leur empire. Moscou risque en effet de se trouver confrontée, au milieu des années 80, à un choix difficile entre, d'une part, les subsides massifs qu'appelle l'économie cubaine (particulièrement en ce qui concerne le pétrole) et, d'autre part, la demande accrue de ressources émanant de ses alliés d'Europe de l'Est. De ce fait, Moscou pourrait choisir d'autres moyens d'imposer sa domination.

6. L'expérience cubaine a peut-être valu à Cuba comme à l'URSS d'immenses avantages dans les domaines politique et idéologique ainsi que sur le plan du prestige, mais elle s'est jusqu'ici révélée désastreuse sur le plan économique. Depuis 1960, elle a coûté à l'Union soviétique \$ 13,6 milliards (le total de l'aide à tous les pays en développement depuis 1955 étant par ailleurs de \$ 7,6 milliards), alors qu'au cours des vingt dernières années, le revenu de Cuba par habitant n'a peut-être augmenté que de 0,5 % par an en moyenne. A la fois dans l'absolu et comparés à ceux obtenus par d'autres pays de la région, les résultats enregistrés par Cuba sont décevants. L'économie de l'île repose davantage sur la monoproduction du sucre qu'avant la révolution et la dépendance du pays à l'égard d'une puissance économique étrangère s'est accrue, la part (largement subventionnée) de l'URSS dans le commerce extérieur cubain étant comparable à ce qu'était la part (faiblement subventionnée) des Etats-Unis dans ce commerce à la fin des années 1950. Si l'on y regarde de plus près, les "succès" économiques enregistrés par La Havane avec l'aide de Moscou sont en grande partie des mirages créés de toutes pièces par la propagande en vue de promouvoir les intérêts de Moscou et de soutenir les ambitions de Castro dans le Tiers monde. Aussi longtemps que la dépendance économique de Cuba vis-à-vis de Moscou persistera et que les ambitions des deux pays continueront de coïncider, Cuba demeurera liée à l'Union soviétique. Ainsi, tandis que la prétention de La Havane de devenir le chef de file du mouvement des non-alignés est vaine aux yeux des observateurs avertis, les dirigeants de bon nombre des pays les moins avancés admirent le succès remporté par Cuba dans la lutte contre les symptômes, sinon contre les causes, des maux socio-économiques qui affectent presque tous les pays du Tiers monde. Confrontés à ces problèmes apparemment insolubles, ils semblent moins se préoccuper des coûts qu'implique le modèle cubain et ont tendance à ignorer l'importance de l'apport massif d'aide étrangère qu'ils ont peu de chances d'obtenir.

B. INTRODUCTION

7. "Il y eut, certains jours, tant de navires cubains dans la baie de Luanda, raconte l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, que le Président Agostinho Neto, alors qu'il les comptait de sa fenêtre sentit un frémissement de pudeur l'envahir. Ce n'est pas juste, dit-il à un ami fonctionnaire, à ce train là, Cuba va se ruiner !"(1) C'est effectivement ce qui se serait produit si, cette même année (1976), Cuba n'avait pas reçu de l'Union soviétique une aide économique représentant une moyenne de \$ 4,1 millions par jour, plus des dons dans le secteur militaire dont la valeur n'est pas connue. Depuis, l'aide soviétique à Cuba a doublé, atteignant respectivement en 1978 et en 1979 les montants estimatifs de \$ 2.970 millions et \$ 3.200 à 3.500 millions. Plus de 85 % de cette aide consistent en

(1) "Où va Cuba" - l'Express - 1er septembre 1979. p. 36-52.

C-M(81)34

- 6 -

dons directs : subventions aux importations en provenance de Cuba et aux exportations à destination de ce pays. Quant au reste, il s'agit d'emprunts au titre de l'aide au développement ou du soutien de la balance des paiements consentis à des conditions très favorables pour le bénéficiaire, avec seulement des taux d'intérêt négligeables.

8. Plus de vingt et un ans après la révolution qui a porté Castro au pouvoir, le 1er janvier 1959, les échanges de l'URSS avec Cuba et l'aide soviétique à ce pays se sont développés à un point tel qu'on ne peut désormais parler de rapports de tutelle. Les politiques économiques sont définies par la puissance "Commission intergouvernementale pour la coopération économique, scientifique et technique", qui veille à ce que rien d'essentiel ne soit entrepris sans l'accord des Soviétiques. Si pour une raison quelconque, les liens entre Cuba et l'Union soviétique venaient brusquement à être rompus, l'économie cubaine s'en trouverait complètement bouleversée ; dans ce sens, on peut dire que Cuba est totalement dépendante de l'Union soviétique, dont l'aide annuelle et les crédits remboursables représentent l'équivalent de un cinquième et deux cinquièmes respectivement de la production cubaine globale (1) comme l'indique le tableau ci-après (2).

-
- (1) "Production globale" est un terme général utilisé ici pour traduire le niveau annuel d'activité du pays, que ce niveau soit calculé sur la base du concept occidental (PNB) ou des concepts communistes (produit matériel brut ou produit matériel net). Dans les statistiques cubaines et dans celles du CAEM se rapportant à Cuba, on utilise le produit matériel brut (PMB), qui est un des concepts marxistes de comptabilité nationale car il s'agit du produit matériel net (PMN) auquel s'ajoute la dépréciation. L'inclusion de la dépréciation fait que le PMB est plus proche du PNB (concept occidental) que le PMN, utilisé par tous les autres pays communistes.
- (2) L'Annexe I contient toute une série de tableaux plus détaillés qui traduisent l'évolution quantitative des relations bilatérales et les principales tendances de la production intérieure de 1955 à ce jour.

Dépendance de Cuba à l'égard de l'Union soviétique
(1978)

	Millions de dollars	Pourcentage du PMB (*)
Exportations à destination de l'URSS	3.200	23
Importations en provenance de l'URSS	2.800	20
Aide totale de l'URSS	2.970	22
dont : dons	2.435	18
Dette vis-à-vis de l'URSS	5.260	38

(*) Le PMB cubain est estimé à \$ 13,8 milliards en prix courants au taux de change officiel de peso 1 = \$ 1,32

Source : Tableaux 3 (endettement) et 4 (autres entrées) de l'Annexe I

9. Le présent document retrace l'évolution et expose la nature des relations économiques soviéto-cubaines sur les plans quantitatif et qualitatif afin d'en analyser les avantages et les coûts. Dans les conclusions, on s'est efforcé de dégager les perspectives d'évolution des liens bilatéraux et de déterminer si l'Union soviétique pourrait appliquer une politique économique analogue dans d'autres pays.

C. EVOLUTION DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES

10. Avant la révolution, les trois traits dominants de l'économie cubaine étaient les suivants : (a) monoculture et monoexportation (sucre) ; (b) prédominance des latifundia, qui représentaient 71 % des terres cultivées (1) ; (c) dépendance à l'égard des Etats-Unis dont la part dans les exportations et les importations cubaines représentait les deux tiers environ de celles-ci (colonnes 4 et 8 du tableau 3 de l'Annexe I). Le souhait manifeste de l'URSS étant de faire de Cuba un exemple de l'application de la voie socialiste vers le développement, on devait s'attendre à des résultats spectaculaires et cela d'autant plus que dans d'autres pays, les premiers stades du socialisme avaient été marqués par des taux de croissance élevés, et cela même en l'absence de toute aide extérieure.

(1) Pour être plus précis, 8 % des propriétaires terriens possédaient 71 % des terres cultivées.

C-M(81)34

- 8 -

11. Cela ne s'est pas exactement passé ainsi pour Cuba. Les changements d'ordre structurel enregistrés au cours de ces vingt années de socialisme et d'aide soviétique ont été peu nombreux et les traits dominants de l'économie du pays demeurent : (a) la monoculture et la monoexportation (sucre) ; (b) la possession par l'Etat de 75 % des terres et (c) une dépendance presque totale à l'égard de l'URSS. Notre propos n'est pas d'examiner si un régime où 75 % des terres sont aux mains de l'Etat est "préférable" à un système où de grands propriétaires fonciers possèdent 71 % des terres, mais on notera que le problème de la concentration de la propriété reste entier. Par ailleurs, la dépendance de Cuba vis-à-vis de l'extérieur n'a pas diminué puisque aujourd'hui, non seulement une proportion écrasante des échanges s'effectue avec une superpuissance économique mais, en outre, l'économie cubaine doit être soutenue par de fortes subventions, ce qui n'était pas le cas avant la prise du pouvoir par Castro. Sans ces subventions, le déficit commercial de Cuba en 1978, qui a été de \$ 174 millions à peine, aurait atteint \$ 2,8 milliards. Cette tendance a caractérisé le commerce extérieur cubain dès les premières années qui ont suivi la révolution.

(a) Les années de la révolution économique (1959-1963)

12. L'occupation par Fidel Castro du poste de premier ministre marque le début du déclin rapide de l'emprise économique que les Etats-Unis exerçaient de longue date sur l'île. En juillet 1960, tous les biens américains ont été nationalisés, à la suite de quoi les Etats-Unis ont, par mesure de rétorsion, réduit puis finalement interrompu complètement (octobre 1962) leurs échanges avec Cuba. La Havane s'est alors mise en quête de toute urgence d'un autre soutien économique. L'Union soviétique s'est empressée de se proposer comme partenaire de remplacement. L'idéologie révolutionnaire et l'influence soviétique ont été à l'origine de profonds changements dans la structure de la propriété, les principes de gestion et l'orientation des politiques économiques.

13. Après la réforme agraire de mai 1959, le secteur privé n'a plus eu qu'un rôle secondaire : les latifundia sont devenus la propriété de l'Etat et d'autres secteurs tels que ceux de l'industrie, du commerce, des transports et de l'énergie ont été progressivement nationalisés. Le libre jeu des forces du marché a été supprimé et remplacé par une planification centralisée, la "Junta Central de Planification", assurant un rôle de contrôle et de coordination. Comme tout pays socialiste en développement "qui se respecte", Cuba a tenté d'accélérer son industrialisation : pour la fin de la période quadriennale 1962-1965, elle devait s'être dotée d'un appareil industriel complet avec l'aide de l'Union soviétique. De fait, entre 1960 et 1962, l'URSS a octroyé à Cuba des prêts représentant au total un tiers de l'ensemble des investissements prévus dans le plan.

14. Bien entendu, l'Union soviétique a également pris la succession des Etats-Unis dans le domaine du commerce extérieur et convaincu ses partenaires est-européens de l'aider dans sa tâche. En 1962, la part du CAEM dans le commerce extérieur cubain correspondait approximativement à celle des Etats-Unis pendant les années 1958-1959 (colonnes 2 et 6 du tableau 3 de l'Annexe I). En février 1960, Cuba et l'Union soviétique signaient un accord commercial et, en 1961, les importations soviétiques de sucre équivalaient déjà à plus de la moitié du total des exportations cubaines (colonne 7 du tableau 5 de l'Annexe I). Dès les débuts du régime castriste, l'URSS a donc commencé à acheter la plus grande partie du sucre cubain, fournissant par ailleurs à l'île d'importants biens d'équipement, du pétrole et des produits finis. Malgré cela, les autorités cubaines ont échoué dans leurs efforts visant à industrialiser le pays et à mettre sur pied un système de planification efficace. Cet échec n'est pas dû seulement aux bouleversements résultant des transformations économiques mais également à une très importante "fuite des cerveaux", puisque l'on estime à 800.000 (dont 40 % des titulaires de diplômes universitaires) le nombre des Cubains qui ont quitté le pays.

(b) Tâtonnements (1964-1970)

15. Pendant la période allant de 1964 à 1970, les Cubains ont poursuivi leur expérience socialiste. Suivant l'exemple des Etats socialistes, ils ont créé des ministères sectoriels. Le sucre est demeuré le secteur le plus important de l'économie, mais il a désormais été considéré comme moteur d'industrialisation. L'accent a été mis sur la coopération avec l'Union soviétique pour la réalisation de projets et l'aide de l'URSS a surtout pris la forme d'un soutien de la balance des paiements. Les engagements d'importation de sucre à long terme et à des prix garantis contractés par les Etats socialistes ont d'abord été pour Cuba d'un secours considérable. L'Union soviétique a signé en janvier 1964 un accord de ce type fixant pour la période 1964-1970 un prix stable applicable rétroactivement aux livraisons de 1963. Ce prix, qui était de 120 roubles, soit \$ 133,33 la tonne, était légèrement supérieur à celui pratiqué cette année-là sur le marché mondial, mais il a représenté les années suivantes une aide beaucoup plus substantielle en raison d'un effondrement des cours du sucre qui, en 1970, n'atteignaient pas encore les deux tiers du prix acquitté par l'Union soviétique à Cuba (colonnes 14 et 15 du tableau 5 de l'Annexe I). Ce n'est qu'en 1972 que le prix du marché mondial a dépassé le prix fixé dans l'accord commercial bilatéral (1).

(1) Chaque fois que le prix pratiqué sur le marché libre dépassait le prix fixe de l'accord bilatéral, les Cubains détournaient vers ce marché une partie du sucre destiné à l'Union soviétique. A ces époques (voir années 1963 et 1972-1974, tableau 5 de l'Annexe I, colonnes 7, 13 et 15), la part des exportations cubaines à destination de Moscou est restée stationnaire ou a franchement diminué pour atteindre le plancher de 26,5 % en 1972, année où l'écart entre le prix mondial et le prix fixe a été le plus accentué.

16. Dans l'ensemble, les résultats enregistrés au cours de cette période n'ont pas été meilleurs que ceux obtenus au cours des premières années de la révolution. Le PIB en valeur réelle aurait pratiquement stagné, ce qui veut dire que le PIB par habitant aurait accusé un certain recul. Les Cubains eux-mêmes ont reconnu la médiocrité des résultats obtenus, les chiffres du PMN par habitant étant demeurés pratiquement inchangés entre 1963 et 1970, même en prix courants (colonne 5 du tableau 2 de l'Annexe I). Pendant ces années, l'économie cubaine s'est ressentie d'un manque d'organisation et de stimulants. Bien que les éléments les plus importants du système économique soviétique aient progressivement été introduits dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, Cuba est loin d'avoir utilisé les stimulants matériels dans la même mesure que l'Union soviétique. Les dirigeants cubains ont donné la priorité aux stimulants moraux et de fait, ils parlaient - au plan idéologique - de la création d'un "homme nouveau" et d'un "travailleur nouveau". Les effets de cette politique sur la productivité du travail ont été nettement négatifs et cette phase du développement économique ne pouvait qu'aboutir au fiasco de 1970 : l'objectif par trop ambitieux de 10 millions de tonnes fixé pour la production de sucre n'a pas été atteint, tant s'en faut, et, étant donné que d'immenses ressources avaient été concentrées dans ce secteur, le reste de l'économie s'est sérieusement senti de cet échec.

17. Les revers économiques subis par Cuba n'ont peut-être pas été pour mécontenter l'Union soviétique, car la période 1964-1970 a été marquée par des frictions politiques entre les deux pays. Le nationalisme extrême de Castro, son soutien direct aux factions révolutionnaires d'Amérique latine, le dédain qu'il manifestait pour le parti communiste cubain tourné vers Moscou (le PSP), les relations qu'il entretenait avec la Chine et son refus initial d'approuver l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie sont les exemples les plus frappants de la dissidence de Cuba : c'est le dernier point surtout qui a provoqué l'anémosité de Moscou, qui n'a pas hésité à exercer sur La Havane des pressions économiques. En réduisant leurs livraisons de pétrole, les Soviétiques ont démontré dans les faits l'étendue de la sujétion économique de Cuba, forçant ainsi Castro à approuver publiquement - avec réticence - l'intervention soviétique qui a brutalement mis fin à l'expérience du "printemps de Prague". Bien que l'assistance soviétique ait repris son rythme normal, il est apparu clairement à la fin de 1970 que, sans des mesures de rationalisation plus fermes et sans notamment la mise en place d'un système plus efficace d'affectation des ressources l'économie cubaine ne pourrait se remettre des désordres consécutifs à la révolution et des erreurs de gestion commises.

(c) Soviétisation de l'économie cubaine (1971 à aujourd'hui)

18. A la suite de ces échecs, les relations économiques soviéto-cubaines sont entrées dans une nouvelle phase qui a été marquée par la

création de la Commission intergouvernementale soviéto-cubaine (décembre 1970). Afin de stabiliser le développement économique, les Cubains ont graduellement procédé à la "soviétisation" complète de leur économie. Aux termes de l'accord de coopération du 23 décembre 1972, l'Union soviétique, reconnaissant l'extrême précarité de la situation financière de Cuba, a accordé à celle-ci un plus long délai pour le remboursement des crédits octroyés de 1960 à la fin de 1972. Le remboursement de ces crédits, ainsi que le paiement des intérêts correspondant à l'année 1972, commencera le 1er janvier 1986 et s'étendra sur une période de 25 ans. D'ici là, aucun intérêt ne sera perçu. Ce même accord prévoyait également l'ouverture de nouvelles lignes de crédit pour la période 1973-1975. Ces mesures de générosité ne visaient pas seulement à renflouer l'économie cubaine, mais aussi à faire en sorte que Cuba puisse devenir membre des banques du CAEM. En effet, les règlements de ces banques disposent que, pour qu'un pays puisse devenir membre, sa balance des paiements avec ses partenaires socialistes doit être suffisamment équilibrée et la situation de sa balance commerciale doit être "saine". Cuba, qui est devenue membre à part entière du CAEM en juillet 1972, a également fini par être acceptée, en 1974, comme membre de la Banque internationale pour la coopération économique et de la Banque internationale d'investissements du CAEM. On notera qu'à partir de l'année suivante (1975), la balance des échanges commerciaux de Cuba avec l'Union soviétique est devenue excédentaire (colonne 3 du tableau 4 de l'Annexe I).

19. A Cuba même, des conseillers soviétiques réussissaient à rationaliser la planification et la gestion économiques ; sous leur influence également, on réintroduisait les stimulants matériels, essentiellement destinés à remplacer les stimulants purement moraux qui ne s'étaient pas révélés efficaces. La relation entre la circulation des marchandises et celle de la monnaie était rétablie, suivant le modèle soviétique. La notion de profit, en tant qu'indicateur de succès pour les entreprises et les administrations, réapparaissait et le rôle des syndicats était redéfini. Toutes ces mesures ont permis à Cuba de réunir les conditions requises pour devenir membre du CAEM, ce qui a alors entraîné une multiplication des accords de coopération, des protocoles relatifs à des produits et des arrangements spéciaux touchant des projets ou groupes de projets conclus avec tous les membres du CAEM.

20. La rationalisation de la planification économique apparaît dans le premier plan quinquennal cubain (1976-1980). Priorité a été donnée à l'élimination des goulets d'étranglement dans des domaines tels que ceux de l'infrastructure portuaire, des matériaux de construction, des engrais, des machines agricoles et la production des métaux. Le plan tend à une intégration économique plus poussée

C-M(81)34

- 12 -

avec les pays du CAEM et prévoit notamment la réalisation de projets en association pour le développement de la production du nickel. Lors de sa 29ème réunion, tenue en janvier 1975, le Conseil du CAEM a conclu un "Accord général sur la coopération en vue de la création de nouvelles capacités pour la production de produits contenant du nickel et du cobalt", qui équivaut apparemment à un programme d'aide en faveur de Cuba. D'autre part, l'importance de la production sucrière n'a pas été réduite et la production annuelle devrait atteindre 8,5 - 8,7 millions de tonnes en 1980. Mais les objectifs du plan ne seront vraisemblablement pas atteints et on a même dit que La Havane a été obligée récemment d'acheter du sucre pour respecter ses engagements à l'exportation(1). Cuba a cependant conservé son rôle de fournisseur de sucre et restera riviée à sa vocation de pays monoproduit. Et ce d'autant plus que la mise en oeuvre des projets de développement en coopération prévus au sein du CAEM (par exemple dans le secteur du nickel) souffre de retards chroniques.

21. D'une façon générale, on peut dire que l'économie cubaine est de plus en plus calquée sur le modèle soviétique et que la planification a été placée sous le contrôle de Moscou. En 1976, 19 ministères et comités d'Etat cubains ont été liés sur le plan bilatéral à l'Union soviétique par des accords à long terme. On remarquera également que les lignes de l'accord général de coopération conclu en avril 1976 entre Cuba et l'URSS recouvrent avec précision les directives du premier plan quinquennal cubain, ce qui permet également de supposer que les deux ont une même origine. La subordination économique de La Havane à Moscou, qui apparaît même dans les documents officiels de ces dernières années, contraste singulièrement avec l'"indiscipline" dont le régime castriste faisait preuve dans les années 1960. Bien que Cuba conserve peut-être une certaine indépendance en politique extérieure, et en particulier pour ses relations avec certains pays du Tiers monde, sa dépendance économique à l'égard de Moscou est si forte et la présence soviétique si marquée que l'on est en droit de se demander si le gouvernement cubain conserve un quelconque pouvoir de décision pour les questions économiques capitales. Dans ces conditions, les prétentions de Castro à conduire le mouvement des non-alignés sont dénuées de tout fondement car Cuba n'est pas et ne peut se permettre d'être un pays non aligné.

D. NATURE DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES

22. Au cours des premières années de l'existence du régime castriste, les relations économiques spéciales soviéto-cubaines se sont développées en fonction des circonstances comme contrepoids à l'influence des Etats-Unis. D'abord mal définies et peu logiques du point de vue strictement économique, elles ont été officialisées et se sont développées au fil des années avec la signature de plus de

(1) Le Monde, 23 juillet 1980

100 accords économiques et protocoles commerciaux bilatéraux et l'accession de Cuba au statut de membre à part entière du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM), mené par Moscou. Les opérations commerciales s'effectuent surtout en devises non convertibles et consistent essentiellement dans l'échange de sucre cubain contre des produits manufacturés, du pétrole et des denrées alimentaires soviétiques, à des conditions très désavantageuses pour Moscou. Théoriquement fondées sur l'avantage comparatif de Cuba en matière d'agriculture tropicale et de main-d'oeuvre, les relations économiques soviéto-cubaines demeurent en réalité fortement déséquilibrées et il est très difficile de les justifier d'un point de vue strictement économique.

23. C'est l'ampleur du programme d'aide économique soviétique (colonnes 4 à 12 du tableau 4 de l'Annexe I) qui fait le mieux apparaître le rôle de tutelle de l'Union soviétique. De 1960 à 1978, l'assistance économique soviétique à Cuba a représenté l'équivalent de \$ 13,6 milliards, dont \$ 3 milliards en 1978. Environ 40 % du total, soit \$ 5,3 milliards, consistent en prêts consentis pour le soutien de la balance des paiements et au titre de l'aide au développement. Les 60 % restants sont des subventions, les Soviétiques payant les produits importés de Cuba à des prix artificiellement élevés et facturant à Cuba des prix artificiellement bas pour ses importations en provenance d'URSS.

24. Dans les paragraphes qui suivent, on a analysé l'aide soviétique en distinguant trois formes d'assistance : (i) échanges subventionnés ; (ii) coopération économique (projets précis) et (iii) aide dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle (formation de capital humain).

(a) Echanges subventionnés

25. Ce type d'aide consiste dans le paiement par l'Union soviétique de prix plus élevés pour l'achat du sucre et du nickel cubains (1) et de la facturation à Cuba de prix inférieurs pour le pétrole soviétique. Plus précisément, Moscou a, en 1979 : (i) acheté à Cuba quelque 3 millions de tonnes de sucre à un prix égal à cinq fois le prix mondial ; (ii) payé le nickel cubain à un prix légèrement supérieur au prix mondial du moment ; (iii) couvert quasi totalement les besoins de Cuba en pétrole, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire du Venezuela, à un prix correspondant environ aux trois cinquièmes du prix moyen fixé par l'OPEP.

(1) Les prix acquittés par l'Union soviétique pour le sucre de 1956 à 1979 ainsi que les prix correspondants pratiqués par le CAEM et sur le marché mondial sont indiqués dans les colonnes 11 à 15 du tableau 5 de l'Annexe I.

C-M(81)34

- 14 -

26. Ces dernières années, Moscou a également fait augmenter de façon notable les rentrées cubaines en devises en recommençant en 1975 à régler certains achats de sucre en devises après avoir cessé de le faire pendant treize ans. Ces achats hors protocole, effectués aux prix mondiaux, ont représenté de 1975 à 1978 une valeur approximative de \$ 970 millions. Par ailleurs, les achats en devises fortes effectués en 1975 et en 1976 (800.000 tonnes et 650.000 tonnes respectivement) ont été considérés comme ventes cubaines sur le marché libre mondial et c'est en partie grâce à cela que Cuba a obtenu le plus important quota d'exportation aux termes de l'Accord international sur le sucre 1977-1979.

(b) Coopération économique

27. On estime à 300 le nombre de projets de coopération auxquels l'Union soviétique a participé dans le cadre du plan quinquennal actuel et certains sont déjà terminés. Une liste des projets les plus importants dont la réalisation est prévue au titre de la coopération économique a été publiée dans "La documentation française" d'avril 1980.

28. Pour être complet, on pourrait ajouter que, selon des sources soviétiques, les projets de coopération se répartissent comme suit entre les différents secteurs (données portant sur la période allant jusqu'à la fin de 1972) :

Industrie	76,1 %
dont : industrie sucrière	21,6 %
industrie textile	10,7 %
Agriculture	5,2 %
Prospection géologique	8,3 %
Transports et communications	8,2 %
Santé et formation	1,9 %
Divers	0,3 %

Ce sujet sera repris dans le chapitre consacré à l'analyse coûts-avantages.

(c) Education et formation

29. La coopération dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle s'est fortement développée depuis la signature du premier accord bilatéral, en février 1960. Ce type de coopération revêt différentes formes : (i) formation et recyclage "sur le tas" des ouvriers, ingénieurs et techniciens cubains à l'occasion de la réalisation des projets conjoints ; (ii) formation scolaire et universitaire de jeunes Cubains en URSS ; (iii) stages pratiques dans des entreprises soviétiques ; (iv) affectation d'enseignants soviétiques dans des établissements cubains ; et (v) assistance technique pour la constructions et l'équipement d'écoles et de centres de formation à Cuba.

30. Entre février 1960 et 1977, 12.200 Cubains ont fréquenté des établissements d'enseignement secondaire et des établissements d'enseignement supérieur soviétiques. Plusieurs milliers d'ouvriers qualifiés ont été formés dans des écoles professionnelles soviétiques. On notera encore que 12.000 Cubains environ ont bénéficié de 1960 à 1972 de la formation "sur le tas" donnée par des conseillers techniques soviétiques lors de la réalisation de projets de coopération.

31. Au sujet des stages pratiques effectués par du personnel cubain dans des entreprises soviétiques, on peut citer quelques exemples concrets. Ainsi en 1963, 200 Cubains ont effectué à Kaliningrad un stage de formation à la gestion des ports de pêche dans le cadre de l'accord de coopération de 1962 portant sur le développement des installations portuaires de La Havane. De même, en 1962-1963, 100 Cubains ont été accueillis pour des stages dans quatre usines soviétiques de réparation automobile pour être ensuite affectés à l'usine similaire, mais de dimension plus réduite, construite en commun par les Soviétiques et les Cubains.

32. L'Union soviétique aide également Cuba à construire des établissements d'enseignement sur son territoire. En 1978, 43 centres de formation ont été construits et, en 1979, il a été prévu d'en construire 80 autres pour la formation de travailleurs qualifiés dans différents secteurs économiques. Chaque centre peut accueillir 600 personnes. Les enseignants soviétiques à Cuba se montrent actifs ; les établissements où l'encadrement est assuré par des Soviétiques jouissent d'un grand prestige et seuls les meilleurs élèves y sont admis.

33. La coopération soviéto-cubaine dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle a aidé Cuba à surmonter les difficultés qu'elle a connues au lendemain de la révolution. Grâce à l'aide soviétique, Cuba est à présent un "pays exportateur" de spécialistes au bénéfice des pays du Tiers monde ; en 1978, 12.500 experts économiques ont passé un mois ou plus dans un pays en développement (91 % en Afrique).

E. ANALYSE DES COÛTS ET DES AVANTAGES DES RELATIONS ECONOMIQUES SOVIETO-CUBAINES

34. Bien qu'au total, c'est-à-dire si l'on tient compte des considérations politiques et militaires, la situation apparaisse assez équilibrée, d'un point de vue strictement économique, les relations soviéto-cubaines sont telles que tous les avantages semblent être pour Cuba et tous les coûts pour l'Union soviétique.

(a) Avantages économiques pour Cuba

35. Le rôle de client de Cuba est illustré par sa forte dépendance à l'égard de l'aide soviétique pour la satisfaction de ses

C-M(81)34

- 16 -

besoins fondamentaux en matière de consommation et d'investissements. Le fait que le pays souffre d'une pénurie générale de ressources naturelles économiquement exploitables, qu'il soit semi-développé et qu'il applique une stratégie de développement marxiste fortement teintée de nationalisme, limite considérablement ses possibilités pour ce qui est de susciter des investissements intérieurs suffisants et d'attirer des capitaux occidentaux. Ces dernières années, le soutien soviétique s'est accru et il est peut-être devenu plus vital que jamais du fait de la dégradation de la situation de Cuba en matière de paiements extérieurs et des initiatives ambitieuses de La Havane en politique étrangère. C'est ainsi qu'en 1978 :

- (i) l'aide économique soviétique (\$ 3 milliards) a représenté 20 à 25 % du volume estimatif de la production cubaine globale ;
- (ii) l'URSS a acheté approximativement 72 % des exportations cubaines, estimées à \$ 4,5 milliards, et notamment 54 % environ des exportations de sucre exprimées en volume (colonne 7 du tableau 5 de l'Annexe I) et au moins 50 % des exportations de nickel exprimées en volume ;
- (iii) les trois cinquièmes des importations cubaines (dont la valeur est estimée à \$ 4,7 milliards) et notamment la quasi-totalité des importations de pétrole, le plus gros des importations de denrées alimentaires et une grande partie des importations de biens d'équipement ont été d'origine soviétique ;
- (iv) les achats de sucre cubain par l'Union soviétique en devises fortes (\$ 125 millions) ont représenté le sixième environ du total des recettes cubaines en devises fortes.

36. L'URSS a également contribué de façon indirecte à améliorer la situation de Cuba sur le plan des devises en intervenant pour ce pays auprès des membres est-européens du CAEM ainsi que dans les organismes financiers internationaux. C'est ainsi que Moscou a de toute évidence fait pression sur les partenaires commerciaux est-européens de Cuba pour qu'ils achètent à ce pays approximativement 600.000 tonnes de sucre par an - ce qui est largement supérieur à leurs besoins - à prime, encore qu'à des prix inférieurs aux prix soviétiques et à consentir à La Havane des crédits commerciaux à long terme à des conditions favorables. Depuis 1960, ces subventions pour le sucre et les crédits commerciaux ont représenté l'équivalent de \$ 1 milliard et \$ 695 millions respectivement.

37. Autre forme d'aide plus difficile à chiffrer mais non négligeable : l'URSS a appuyé les efforts de Cuba visant à se procurer des crédits en devises convertibles et en devises non convertibles auprès de la Banque internationale d'investissements et de la Banque internationale de coopération économique, qui dépendent toutes deux du CAEM. Le soutien constant de l'économie cubaine par Moscou a en outre permis à La Havane d'obtenir des crédits en eurodevises - dont elle avait grand besoin - à des conditions plus favorables, de nombreux banquiers occidentaux considérant l'URSS comme le garant ultime des emprunts cubains.

38. Dans le pays même, plus de 160 projets industriels ou autres ont été achevés avec l'aide économique et technique de l'Union soviétique. Ces réalisations interviennent pour 10 % environ dans la production industrielle totale : pour 30 % au moins dans la production d'électricité, 95 % dans la production d'acier, 100 % dans la production de tôles et 12 % dans le raffinage du sucre et elles ont également permis en grande partie la mécanisation de la récolte sucrière. Dans le cadre de l'actuel plan quinquennal 1976-1980, l'URSS apporte son concours à Cuba pour la réalisation de projets dans les domaines suivants : électricité, nickel, sucre, pétrole, métallurgie des métaux ferreux et non ferreux, matériaux de construction et transports. Ces projets sont exécutés au moyen des fonds, d'un montant approximatif de \$ 1,7 milliard, accordés par l'Union soviétique au début du plan quinquennal à titre d'aide au développement et leur mise en oeuvre est supervisée sur place par un contingent de techniciens soviétiques, dont le nombre se situerait entre 2.000 et 6.000, aux termes de l'Accord intergouvernemental de coopération économique et technique signé en avril 1976.

39. La fin de l'aide économique soviétique signifierait un net ralentissement de l'activité économique intérieure et anéantirait pour plusieurs années tout espoir de croissance économique, ce que l'économie cubaine, déjà chancelante, peut difficilement se permettre. Etant donné que Cuba ne peut trouver de bienfaiteur de remplacement et n'a guère les moyens de contracter des dettes supplémentaires envers l'Ouest, la cessation de cette aide - qui a représenté en 1978 l'équivalent de près du tiers du chiffre total des échanges cubains - contraindrait le gouvernement castriste à réduire ses importations de moitié au moins et l'empêcherait certainement de remplir ses obligations envers l'Ouest au titre du service de la dette (voir tableau suivant). Cuba serait alors forcée de restreindre encore son niveau de vie qui est déjà austère, car les importations de pétrole absorberaient les deux tiers environ de ses recettes d'exportation et ne laisseraient guère de ressources disponibles pour l'importation de matières premières et de produits semi-finis. Cuba ne serait absolument pas en mesure d'investir comme il le faudrait étant donné les contraintes qui limitent sa capacité d'importation et l'impossibilité où le pays se trouve de détourner d'importants crédits du secteur de la consommation vers celui des investissements.

C-M(81)34

- 18 -

Valeur des échanges extérieurs, ajustée pour exclure les subventions soviétiques aux prix

(en millions de \$ EU)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
Exportations f.o.b.	861	839	1395	2662	3660	3230	3553	4524
Moins subventions soviétiques pour le sucre et le nickel	56	0	150	38	611	995	1444	2475
Valeurs ajustées des exportations	805	839	1245	2624	3049	2235	2109	2049
Importations c.a.f.	1387	1296	1770	2649	3860	3816	4188	4698
Plus subventions soviétiques pour le pétrole	0	0	0	369	290	362	328	165
Valeurs ajustées des importations	1387	1296	1770	3018	4150	4178	4516	4863
Solde	-526	-457	-375	13	-200	-586	-635	-174
Solde ajusté	-582	-457	-525	-394	-1101	-1943	-2407	-2814

(b) Coût économique pour l'Union soviétique du soutien accordé à Cuba

40. D'un point de vue financier, il serait peut-être utile d'établir une distinction entre les deux types de charges auxquelles l'URSS doit faire face : coûts totaux d'opportunité en devises non convertibles et en devises convertibles et coûts d'opportunité en devises convertibles, c'est-à-dire dépenses en devises convertibles exposées au profit de Cuba et gains en devises fortes perdus par suite de la fourniture de biens à Cuba.

41. Les coûts en devises fortes que le soutien à Cuba représente pour les Soviétiques se sont accrus sensiblement depuis le milieu des années 1970 (voir tableau ci-après). Entre 1960 et 1973, ils n'ont représenté que \$ 1,5 milliard, soit seulement \$ 100 millions par an environ, et cela essentiellement parce que les prix mondiaux du pétrole étaient bas et que Moscou réexportait le sucre cubain contre des devises fortes après qu'il ait été raffiné en Union soviétique. Depuis 1974 toutefois, la hausse des prix du pétrole et des céréales sur le marché

mondial (1), la reprise des achats soviétiques de sucre cubain en devises fortes et l'interruption simultanée de réexportations par les Soviétiques ont porté les coûts en devises fortes au montant estimatif de \$ 5,4 milliards, soit \$ 1,1 milliard par an - ce qui représente l'équivalent de 11 % environ des exportations soviétiques en devises fortes et 8,5 % environ des recettes soviétiques en devises fortes.

Coûts en devises fortes exposés par les Soviétiques (1)

(en millions de \$ EU)

	1960-73	1974	1975	1976	1977	1978	1979(2)
Total	1.455	660	1.253	1.107	1.240	1.157	1.489
Pétrole	1.009	548	635	745	838	887	1.149
Blé/farine	575	98	155	150	179	118	155
Autres céréales	96	14	13	12	28	27	35
Sucre	-225	négl	450	200	195	125	150

(1) Coût estimatif direct des produits achetés par l'URSS à Cuba en devises fortes ou achetés à l'Ouest pour être livrés à Cuba et recettes perdues du fait de la livraison à Cuba de biens qui auraient pu être vendus à d'autres pays en devises fortes.

(2) Chiffres provisoires

42. En ce qui concerne les coûts globaux, il est apparu qu'ils avaient atteint en 1978 le niveau de \$ 3 milliards, et le fait que l'avenir à long terme de l'économie cubaine s'annonce sombre et que l'Union soviétique espère bien retirer des avantages politiques accrus de ses relations avec La Havane incite à penser que les Soviétiques continueront de soutenir largement l'économie cubaine et même qu'ils accroîtront leur appui. De fait, en 1979, l'aide économique soviétique sous forme de crédits et de subventions a atteint, selon les premières estimations \$ 3,2 à \$ 3,5 milliards (et les coûts exposés par les Soviétiques en devises fortes \$ 1,5 milliard).

(1) Moscou finance aussi les importations cubaines de denrées alimentaires en achetant pour son propre compte aux pays occidentaux des produits qu'elle livre ensuite à Cuba. En 1979, l'URSS a payé directement près de \$ 200 millions pour des importations cubaines de blé et de farine ainsi que de quantités substantielles de maïs et de riz.

C-M(81)34

- 20 -

43. On pourrait prétendre qu'une charge globale de \$ 3 milliards en 1978 n'était guère importante puisqu'elle représentait à peine 0,4 % environ du PMN soviétique (voir tableau 4 de l'Annexe I, chiffres de la colonne 4 divisés par ceux de la colonne 14). Par ailleurs, si l'aide à Cuba a légèrement réduit la quantité de certains biens soviétiques disponibles sur le marché intérieur et les marchés extérieurs, il est également possible qu'elle ait fourni un marché à Moscou pour d'autres biens qui n'auraient probablement pu être vendus ailleurs (1). Même dans le secteur pétrolier, les livraisons soviétiques directes et indirectes à Cuba n'ont représenté que 1,7 % de la production pétrolière soviétique totale.

44. Si la charge supportée par l'Union soviétique a pu sembler peu importante dans le passé, on ne peut considérer qu'elle le restera. En 1979 par exemple, la production pétrolière soviétique ne s'est accrue que de 2,4 % et les livraisons à Cuba représentent les trois quarts de cette augmentation. Elles constituent aussi 13 % environ du total des exportations de pétrole soviétique vers les pays du CAEM. Si les prévisions occidentales concernant la production pétrolière au début des années 1980 se révèlent assez exactes, les livraisons de pétrole à Cuba constitueront une lourde charge pour l'économie soviétique, confrontée à d'autres demandes instantes.

45. D'une façon plus générale, l'économie soviétique dans son ensemble connaît des difficultés croissantes, dont témoigne la baisse accentuée des taux de croissance. Avec un taux de croissance du PMN de 2 % en 1979, il sera pratiquement impossible à l'Union soviétique d'atteindre les objectifs de son plan quinquennal et les prévisions pour les années 1980 situent la moyenne annuelle entre 2 et 3,5 %. Dans ces conditions, une aide de \$ 3 milliards rien que pour Cuba n'est pas négligeable, d'autant que les dirigeants et la population soviétiques font montre d'une certaine réticence en ce qui concerne l'aide au développement.

46. L'importance de la charge que l'aide à Cuba représente pour les Soviétiques peut servir de leçon à ceux-ci et les dissuader de se lancer dans des entreprises similaires dans d'autres pays. Il ne

(1) De plus, il est probable que l'Union soviétique force le prix de certains des produits qu'elle vend à Cuba. D'après ce que l'on a pu observer, il semblerait que Cuba ait payé pour des voitures soviétiques un prix supérieur de 30 % à celui facturé à la Pologne et à la Hongrie. En règle générale, les prix appliqués par l'URSS pour les marchandises livrées dans le cadre de l'aide liée sont supérieurs de 13 à 15 % à ceux qu'elle facture à l'Ouest pour les mêmes produits. Elle récupère donc au moins une partie des subventions qu'elle accorde à Cuba en faisant payer plus cher à celle-ci les produits autres que le pétrole.

fait aucun doute que l'Union soviétique continuera de soutenir Cuba, et des négociations bilatérales sont maintenant en cours en vue d'une coordination et d'une intégration des plans quinquennaux 1981-1985 des deux pays. Castro a déjà annoncé des livraisons soviétiques "fermes" de 61 millions de tonnes de pétrole et d'autres produits pendant la période couverte par le plan. Des représentants soviétiques à La Havane ont indiqué que, pour des raisons d'ordre politique, Cuba bénéficierait sans doute de crédits commerciaux et de subventions supplémentaires, et ce malgré les arguments économiques qui s'opposent à cet accroissement de l'aide. Parmi les projets qui devraient être financés par les Soviétiques dans les années 1980 figurent la construction d'une nouvelle usine pour le traitement du nickel à Punta Gorda, la construction d'une centrale nucléaire et d'une raffinerie de pétrole à Cienfuegos et plusieurs autres projets industriels de moindre envergure. En ce qui concerne le pétrole, malgré ses propres problèmes dans ce domaine, l'URSS continuera de satisfaire les besoins essentiels de Cuba en la matière, mais à un niveau minimum. Toutefois, les demandes concurrentes des autres partenaires du CAEM et le rôle dominant du pétrole comme source de revenus en devises fortes pour les Soviétiques rendront de plus en plus coûteuses les "assurances" données à Castro par Moscou.

47. La générosité soviétique n'est toutefois pas sans limites et elle dépendra :

- (i) des besoins économiques de Cuba et de l'aptitude de La Havane à exploiter l'importance politique qu'elle a conscience de présenter elle-même pour Moscou ;
- (ii) de la perception qu'a Moscou des besoins économiques de Cuba en rapport avec les avantages politiques que l'aide à La Havane lui procure et les coûts relatifs qu'elle entraîne pour son économie, qui connaît elle-même des difficultés croissantes.

F. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

48. Il est indéniable que Cuba a tiré des avantages économiques et politiques des relations "spéciales" qu'elle entretient avec l'Union soviétique, et que cette dernière a accepté, en toute connaissance de cause, la ponction sur ses ressources que représente le soutien à long terme de Cuba ; elle y voyait, entre autres, l'occasion de montrer au grand jour l'efficacité de l'aide économique soviétique et les possibilités offertes par l'adoption d'un régime planifié de type soviétique. Les remarques données ici en conclusion portent, par conséquent, sur trois questions fondamentales :

(i) Cuba est-elle disposée à poursuivre ce genre de relations, qui présentent des avantages certains, mais qui la rendent, d'un autre côté, hautement dépendante d'un protecteur étranger, ce qui la conduit sur le plan économique, à perpétuer la monoculture, dans le

C-M(81)34

- 22 -

cadre de "la division du travail" instituée par le CAEM ; (ii) étant donné le coût de son engagement à Cuba qui ne fera que s'accroître au cours des années - car l'on peut supposer que ce n'est pas de plein gré que les Soviétiques se retireront de l'île - l'Union soviétique peut-elle se permettre d'exercer une influence politique semblable sur d'autres futurs "clients", en leur accordant un soutien financier équivalent ? ; (iii) quel est le bilan de cette expérience "publicitaire" et quel est son pouvoir d'attraction pour les pays du Tiers monde ? Répondre à ces questions revient donc à donner successivement le "Point de vue de La Havane", le "Point de vue de Moscou", et le jugement d'un tiers - que nous avons pris la liberté d'appeler le "Point de vue de Bruxelles" - sur les rapports économiques soviéto-cubains.

(a) Le point de vue de La Havane

49. Le gouvernement de Fidel Castro a adopté une attitude ambivalente à l'égard de sa dépendance économique écrasante vis-à-vis de Moscou. Le dirigeant cubain reconnaît que le soutien économique massif que lui accordel'Union soviétique lui a permis, sur le plan national et à l'étranger, de mener une politique révolutionnaire fondamentalement promarxiste et antiaméricaine ; il est conscient cependant, que dans la mise en oeuvre d'une telle politique, ce soutien l'a conduit à réduire l'indépendance de La Havane. C'est pourquoi, Fidel Castro s'est efforcé de tirer le meilleur parti de sa qualité de client dans l'arène économique, en rehaussant l'importance de Cuba dans l'arène politique ; c'est là une manoeuvre qui a remporté un succès croissant au cours des dernières années.

50. Fidel Castro se rend compte que son pays, pauvre en ressources, n'aurait pu survivre sur le plan économique sans l'aide soviétique, et que le retrait de cette aide aurait non seulement de graves conséquences économiques, mais qu'en outre il entraînerait des bouleversements dans la vie sociale et politique. Les Cubains de la nouvelle génération, qui ont grandi sous son régime, espèrent récolter la moisson des vingt ans de sacrifices et d'austérité endurés par leurs parents ; si leurs espoirs devaient être déçus, il en résulterait de graves problèmes sur le plan politique, économique et social pour le régime révolutionnaire cubain, sa structure et ses institutions. Sur le plan international, l'offensive diplomatique tous azimuts de La Havane dans les années 1970, ses efforts pour se placer à la tête du Tiers monde et son soutien militaire aux gouvernements révolutionnaires, n'auraient pu être menés sans l'aide massive de l'Union soviétique. Privée de cette aide, Cuba aurait vu ses efforts sérieusement compromis, ou même réduits à néant, par les difficultés financières et la nécessité de concentrer toute son énergie et ses ressources sur les questions de politique intérieure.

51. Il ne fait aucun doute que Fidel Castro, qui est nationaliste avant toute chose et un idéologue en second, préférerait être indépendant de toute aide économique étrangère et se dégager des liens qu'elle suppose. Depuis le fiasco économique de la récolte de canne à sucre de l'année 1969-1970, qui a plongé dans le discrédit les mesures économiques peu orthodoxes de Fidel Castro, La Havane, sur l'insistance de Moscou, a mis en vigueur, avec une certaine mauvaise grâce, tout un ensemble de vastes mesures de rationalisation économique ; la plupart de celles-ci ont porté atteinte au fondement même de la révolution cubaine et, dans une certaine mesure, ont réduit l'influence de Fidel Castro dans le domaine économique. Parallèlement à ces réformes internes, et toujours sous la pression soviétique, Cuba est devenue membre à part entière du CAEM ; cette mesure était censée promouvoir la coopération entre Cuba et les autres pays du CAEM, mais elle visait également à renforcer et à institutionnaliser davantage encore l'influence économique exercée par l'Union soviétique sur La Havane. Par ailleurs, bien que l'aide soviétique ait encouragé une légère diversification économique de Cuba et n'ait pas conduit à une appropriation soviétique des ressources cubaines au sens classique du terme, le vaste système de subventions mis en place au bénéfice de l'industrie sucrière ne fait que perpétuer la monoculture à Cuba. On pourrait ironiser en notant que c'est sur cette politique même de la monoculture que le gouvernement de La Havane a critiqué les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux dans leurs rapports avec les pays moins favorisés.

52. En même temps qu'ils encourageaient la réforme économique, les Soviétiques poussaient également à des changements politiques précis. C'est ainsi qu'ils réclamaient la promulgation d'une nouvelle constitution, l'institution d'une législature, en l'occurrence l'Assemblée nationale, et la réorganisation totale de l'appareil gouvernemental et administratif en vue d'une plus grande efficacité. L'objectif était essentiellement d'institutionnaliser la révolution cubaine et d'assurer sans heurt le transfert des pouvoirs entre Fidel Castro et son successeur. Dans une certaine mesure, toutefois, l'objectif était également de ramener Fidel Castro dans le droit chemin. Celui-ci n'a pas vu son pouvoir sérieusement diminué, mais les réformes qui ont été adoptées, ont souligné l'influence qui accompagne la dépendance économique massive à l'égard d'une puissance étrangère.

53. Ayant ressenti plus d'une fois le poids de la pression économique soviétique, Fidel Castro s'est efforcé au cours des dernières années de mettre en relief l'importance politique de Cuba pour Moscou. De fait, depuis 1974, La Havane s'est servie de l'expansion rapide de ses rapports avec le Tiers monde et de son influence pour promouvoir en toutes occasions les intérêts soviétiques autant que les intérêts cubains. En outre, depuis 1975, Fidel Castro apporte un soutien actif aux objectifs mutuels soviéto-cubains dans le

C-M(81)34

- 24 -

Tiers monde, par l'envoi enthousiaste de milliers de militaires et de civils cubains à l'étranger (1). On estime qu'il y a à l'heure actuelle 45.000 à 50.000 coopérants cubains dans le Tiers monde, dont la plupart en Afrique.

(b) Le point de vue de Moscou

54. Moscou, décidée à exploiter la rupture entre La Havane et Washington au début des années 1960 et en même temps à prendre pied dans l'hémisphère occidental, s'est engagée à fond dans le sauvetage économique de la révolution cubaine. En dépit des difficultés qui affectent régulièrement leurs rapports, l'engagement de l'Union soviétique vis-à-vis de Cuba n'a fait que croître pendant toutes les années 1960 et le début des années 1970. Si Moscou ne comptait tirer qu'une compensation économique limitée de ses rapports avec Cuba, il est indéniable cependant que les Soviétiques avaient escompté que leur pays bénéficierait d'avantages géopolitiques qui viendraient contrebalancer, du moins dans une large mesure, le coût économique de cette politique. A titre d'exemple, les Soviétiques voyaient dans Cuba une base pour améliorer leur service de renseignement sur les Etats-Unis, et un régime marxiste potentiellement viable qui devait servir de modèle aux autres pays du Tiers monde.

55. Depuis 1975, Moscou a tiré de son investissement économique à Cuba d'importants dividendes sur le plan politique, et aujourd'hui, La Havane ne représente plus une dette aussi considérable que par le passé, et probablement, s'inscrit nettement à l'actif du bilan. Moscou a trouvé en Cuba une alliée disposée à épouser ses opinions et capable de plus en plus de l'aider à mettre en place la politique soviétique dans les pays du Tiers monde, où une présence et une activité soviétiques intenses risqueraient de jeter l'alarme dans une grande partie du globe. Toutefois, l'intérêt de Cuba comme "vitrine" politique vis-à-vis du Tiers monde pourrait s'avérer éphémère.

56. L'Union soviétique doit payer ces avantages géopolitiques à un prix tellement élevé pour son économie que nous sommes tentés de penser que Cuba lui suffit à elle seule. L'Union soviétique ne laissera pas passer de nouvelles occasions d'accroître son influence politique, ce qui pourrait se traduire par de nouvelles charges économiques, mais il est probable qu'elle n'acceptera pas de supporter un coût de plus de 8 millions de dollars par jour - montant qui ne cesse de croître - pour le bénéfice de n'importe quel autre pays. Il est donc peu probable qu'elle soit en mesure d'accorder un soutien économique équivalant à

(1) Alors qu'elle ne connaît qu'une croissance économique modeste, Cuba doit faire face à une augmentation aigüe de sa main-d'oeuvre ; rencontrant des difficultés à fournir des emplois productifs nationaux au grand nombre de travailleurs qui arrivent sur le marché, elle est poussée à rechercher et à trouver des débouchés étrangers pour cet excédent de main-d'oeuvre.

celui qui est consenti à La Havane à des Etats clients potentiels tels que le Vietnam et l'Ethiopie, qui sont beaucoup plus vastes et plus pauvres que Cuba, ainsi que le montrent les chiffres du tableau ci-après.

Population et revenu par habitant de certains
pays en développement. Banque mondiale (1)
Premières estimations pour 1977

	Population (000)	PNB par habitant (\$ EU)	PNB par habitant : % par rapport à Cuba
Cuba	9.604	900	100
Afghanistan	14.304	190	21
Ethiopie	29.397	110	12
Sud Yémen	1.797	320	35
Vietnam	50.413	170	19

Source : World Bank Atlas, 1978

57. Si le Vietnam devait demander le même montant d'aide par habitant que celui que Cuba a reçu en 1978 (soit \$ 309), le coût pour l'Union soviétique s'élèverait à 15,6 milliards de dollars. Il se pourrait d'ailleurs que ce montant ne soit pas suffisant, car le Vietnam, cinq fois plus pauvre que Cuba, pourrait réclamer beaucoup plus encore. Dans le cas de l'Ethiopie, l'aide économique par habitant reçue par Cuba reviendrait pour l'Union soviétique à déboursier 9,1 milliards de dollars par an. Mais, ici encore, l'Ethiopie étant environ huit fois plus pauvre que Cuba, il n'est pas de limite au montant qu'elle pourrait demander par pure nécessité.

58. On peut donc en conclure que l'URSS ne pourrait se permettre de pénétrer des pays pauvres et peuplés que si leur demande se maintenait au-dessous de certaines limites. C'est-à-dire s'ils acceptaient d'être traités "au rabais". Des pays plus petits et

(1) Les estimations de la Banque mondiale diffèrent très sensiblement de celles des autres sources utilisées dans la présente étude (tableau 2, Annexe I). Elles sont fondées sur des parités de pouvoir d'achat. Elles ont été choisies dans un souci d'homogénéité.

C-M(81)34

- 26 -

moins peuplés représentent de biens meilleurs prospects pour l'URSS qui s'en tirerait à meilleur compte. Ainsi il n'en coûterait aux Soviétiques que 550 millions de dollars pour assurer au Sud Yémen le même montant d'aide économique par habitant que celui que Cuba a reçu en 1978. Dans l'ensemble, ce sont les difficultés et les limitations de sa propre économie qui constituent une barrière à l'expansion de l'empire soviétique par des moyens d'ordre économique. Moscou pourrait donc choisir d'autres moyens pour assurer sa domination.

(c) Le point de vue de Bruxelles

59. Si l'on veut tirer un bilan de l'expérience soviétique et de son soutien à Cuba, il convient en premier lieu d'essayer d'évaluer la croissance de celle-ci depuis le début de l'aide soviétique en 1960. Les tableaux 1 et 2 de l'Annexe I donnent les chiffres officiels cubains. Une certaine extrapolation a été nécessaire cependant pour tenir compte de l'évolution récente, étant donné que Cuba n'a publié aucune estimation de son PMB depuis 1975. Le tableau 2 donne également deux séries d'estimations en fonction du PNB fournies par des organismes occidentaux bien informés. Bien que ces renseignements ne forment pas un ensemble totalement cohérent, ils présentent tous l'image d'une économie plus ou moins stagnante.

60. Pendant les 20 années de la révolution, le produit national brut par habitant semble avoir enregistré un taux de croissance moyen se situant entre - 0,1 % et + 0,5 % par an. Les statistiques officielles cubaines indiquent par ailleurs une baisse de la production par habitant (concept communiste) jusqu'en 1970, mais elles font état d'une croissance stable depuis cette date. Cette dernière assertion semble, toutefois, sans aucun fondement, comme on peut le constater en comparant les chiffres officiels du PSB (1) aux prix courants et en prix constants : les deux séries de chiffres sont si proches qu'en fait, il n'a pu être tenu compte de l'inflation. Prenant en considération le taux de l'inflation, on est amené à penser que l'on est proche de la vérité en évaluant à 0,5 % par an le taux moyen de croissance de la production par habitant depuis la révolution. Ainsi, les résultats remportés par Cuba s'avèrent décevants aussi bien dans l'absolu qu'en comparaison avec ceux d'autres pays proches (2).

-
- (1) Le PSB (produit social brut) est un concept double de production globale, propre aux méthodes comptables communistes. Il englobe à la fois la valeur de la production intermédiaire et celle de la production finale.
 - (2) Ceci est d'autant plus vrai que les objectifs des plans de développement ne sont toujours pas remplis. Certaines tendances défavorables expliquent l'objectif de croissance de 3 % pour 1980, alors que le taux réel de croissance se situait entre 4,5 et 5 % en 1979 et qu'il était prévu à l'origine pour 1979 un taux de 6 % (cf. Le Monde du 30-31 décembre 1979).

61. On ne peut contester cependant que Cuba a connu une redistribution massive de ses biens et de ses revenus, qu'un système d'éducation impressionnant a été mis en place et qu'un service de santé gratuit et efficace a été par ailleurs institué. Cependant, s'il est hautement souhaitable pour un pays d'avoir des écoles et des hôpitaux, il doit également disposer d'une structure de production capable de faire face à ses dépenses sociales. Au cours des vingt dernières années, Cuba n'a pas su ériger une telle structure, et par conséquent, toutes les dépenses des services sociaux sont, de façon indirecte, réglées par le protecteur de La Havane.

62. Il faut ajouter que ces succès ont été coûteux. L'égalitarisme économique a étouffé l'initiative privée, réduit la productivité du travail et détourné les maigres ressources disponibles du secteur productif. Bien que sous une forme déguisée, un chômage important persiste et l'inflation de type socialiste, qui se traduit par l'existence d'un marché noir, s'étend. La stabilité politique a été assurée, mais il a fallu pour cela l'instauration d'un Etat totalitaire et le départ de près de 10 % de la population cubaine.

63. Malgré tous les avantages d'ordre politique et idéologique et le prestige que Cuba et l'URSS ont pu en tirer, "l'expérience cubaine" se réduit jusqu'à présent à un échec économique. Depuis 1960, elle aura coûté à l'Union soviétique 17 milliards de dollars, alors que la totalité de l'aide accordée aux pays en développement depuis 1955 ne s'élève qu'à 8 milliards de dollars, et que le revenu par habitant à Cuba aura augmenté à peine de 10 % en vingt ans. En outre, un pourcentage de 19 à 22 % (selon les estimations et les concepts utilisés) de ce revenu par habitant est dû à l'aide soviétique, alors qu'avant la révolution, un pourcentage relativement comparable était produit sur le plan national et que, par ailleurs, Cuba était capable de verser un montant estimé à 100 millions de dollars par an (aux prix de 1958) aux actionnaires étrangers.

64. L'économie de l'île repose encore plus aujourd'hui sur la monoculture qu'avant la révolution. Ainsi, le sucre représentait en moyenne 87 % des exportations totales au milieu des années 1970, contre 80 % vers la fin des années 1950 (cf. colonne 14 du tableau 2 de l'Annexe I). En termes de production globale, les exportations de sucre comptent aujourd'hui pour le quart, pourcentage qui est probablement plus élevé que celui de la fin des années 1950.

65. La dépendance à l'égard d'une puissance économique étrangère s'est accrue. La part de l'Union soviétique dans le commerce extérieur cubain est comparable à celles des Etats-Unis avant la révolution. Toutefois, avant 1959, le commerce était concentré mais il n'était que faiblement subventionné ; maintenant, il existe à la fois une concentration et un système de subventions massives, ce qui implique la subordination la plus profonde que Cuba ait

C-M(81)34

- 28 -

jamais connue dans son histoire économique. Elle ne peut donc sortir de cet état de subordination sans connaître le chaos sur le plan économique, du moins dans un premier temps. Ainsi, l'aide soviétique n'aura servi qu'à sauver la révolution outrancière de l'île de Cuba. Sur le plan économique, cette aide qui aurait pu n'être qu'une opération sans bénéfice, se révèle en fait comme une opération constamment à perte : les Soviétiques ont distribué l'argent nécessaire, mais les Cubains n'ont pas réussi à mettre en marche un processus d'industrialisation, à instituer une diversification des produits et à assurer une croissance économique rapide.

66. Malgré tout le développement économique "à la cubaine" suscite l'admiration ou, du moins, force le respect d'une grande partie du Tiers monde. Les dirigeants de bon nombre des pays les moins avancés admirent le succès remporté par Cuba dans la lutte contre les symptômes, sinon contre les causes, des maux socio-économiques qui affectent presque tous les pays du Tiers monde. Confrontés à ces problèmes apparemment insolubles, ils semblent moins se préoccuper des coûts qu'implique le modèle cubain et ont tendance à ignorer l'importance de l'apport massif d'aide étrangère qu'ils ont peu de chances d'obtenir.

65. En un mot, les succès économiques remportés par La Havane avec l'aide de Moscou ne sont, en grande partie, que des illusions créées par la propagande pour renforcer les intérêts soviétiques dans le Tiers monde. Par ailleurs, ces faux-semblants servent également les ambitions de l'équipe dirigeante cubaine. Tant que la dépendance économique coïncidera avec les ambitions Cuba restera liée à l'Union soviétique et ses prétentions à devenir le chef de file des non-alignés sont dépourvues de sens.

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE au
C-M(81)34

- 1 -

TABLAU 1

CUBA - PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

Données officielles - en millions de pesos

	POPULATION		PRODUIT SOCIAL*			PRODUIT MATERIEL			SUCRE ET NICKEL		COMMERCE EXTERIEUR			
	TOTAL (millions)	ACTIVE (millions)	PRODUIT SOCIAL BRUT (FSB)	Part de l'Agriculture (%)	Part de l'industrie et de la construction (%)	PRODUIT MATERIEL BRUT (PMB)	Dépréciation	PRODUIT MATERIEL NET (PMN)	PMB AUX PRIX DE 1965	Production de sucre (b) (milliers de tonnes)	Production de nickel (milliers de tonnes)	EXPORTATIONS (FOB)	IMPORTATIONS (CAF)	Exportations nettes de sucre (c)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1956	6,28	...	...	...	...	2.560 PMB	...	...	...	4.660	14,6	666,2	714	...
1957	6,41	...	...	...	...	2.800 PMB	...	...	...	5.504	20,2	807,7	895	654
1958	6,55	...	...	...	...	2.670 PMB	...	...	...	5.610	17,9	735,5	858	587
1959	6,69	...	...	...	...	...	...	...	...	5.964	18,0	637,4	740	...
1960	6,83	...	...	...	...	...	...	...	...	5.062	12,8	612,2	637,9	495
1961	6,94	...	...	...	...	...	...	...	...	6.767	14,8	624,7	702,6	540
1962	7,07	1,823	...	...	...	3.020,5	188,7	2.831,8	3.698,2	4.815	16,6	520,7	759,5	450
1963	7,31	...	...	...	...	3.449,6	193,6	3.256,0	3.736,7	3.821	19,8	541,8	667,3	473
1964	7,51	1,885	...	...	...	4.202,3	218,7	3.983,6	4.074,6	4.589	22,9	715,8	1.018,8	627
1965	7,72	...	...	...	...	4.137,5	250,7	3.886,8	4.136,5	4.082	28,2	690,6	866,2	591
1966	7,89	1,993	...	...	...	4.039,3	258,1	3.781,2	3.985,5	4.066	28,0	597,8	925,5	504
1967	8,05	...	...	...	...	4.082,8	...	...	...	6.236	32,6	705,0	999,1	599
1968	8,20	...	...	...	...	4.376,5	...	...	...	5.164	37,3	651,4	1.102,3	496
1969	8,42	...	...	...	...	4.180,6(a)	...	...	...	4.459	35,4	666,7	1.221,6	503
1970	8,551	2,264	9.125,9	13,0%	48,6%	4.203,9	...	...	...	8.538	36,8	1.049,5	1.311,0	806
1971	8,692	2,402	8.956,4	12,2%	53,1%	4.818,2	...	...	...	5.925	36,5	861,2	1.387,5	657
1972	8,862	2,426	10.349,2	11,1%	50,9%	6.026,9	...	...	...	4.325	36,8	770,9	1.189,8	567
1973	9,036	2,526	11.910,3	10,1%	50,9%	6.710,4	...	...	...	5.253	35,2	1.151,0	1.461,0	908
1974	9,194	2,573	13.423,5	9,4%	49,0%	7.414,1	...	...	...	5.925	33,9	2.222,2	2.225,9	1.964
1975	9,332	2,626	15.799,3	8,4%	47,3%	8.886,3	...	...	...	6.314	37,3	2.947,0	3.113,0	2.565
1976	9,471	2,669	15.348,8(f)	11,1%(g)	44,8%(h)	8.918,2	...	...	...	6.250	36,9	2.694,0	3.065,0	2.350
1977	9,604(P)	2,790	15.972,0	11,5%	44,4%	9.283,9	...	...	...	6.575	36,7	2.913,0(P)	3.434,0(P)	2.500
1978	9,730	...	...	...	...	10.487,7	...	...	...	7.300	36,0(P)	3.438,0(P)	3.570,0(P)	3.000

Notes : (a) Changement dans la méthode de calcul du PMB ; (b) Année de récolte (se terminant le 30 juin) ;
(c) Y compris la mélasse ; (f) Changement de méthode de calcul : 15.860,5 millions de pesos
suivant la méthode des années précédentes ; (g) Changement de méthode de calcul : 8,7 % suivant
la méthode de l'année précédente ; (h) Changement de méthode de calcul : 48,8 % suivant la
méthode de l'année précédente
(P) Chiffre préliminaire
... Non disponible ou non publié

NATO SANS CLASSIFICATION

- 1 -

NATO SANS CLASSIFICATION

TABLEAU 2
CEEA - CROISSANCE ECONOMIQUE
Comparaison d'estimation
(Année de référence pour les indices : 1970)

ANNEXE au
C-M(81)34

	DONNEES OFFICIELLES						ESTIMATIONS DES ETATS-UNIS				ESTIMATIONS DE LA BANQUE MONDIALE			ECONOMIE DU SUCRE	
	PMB en millions de \$ EU courants	Taux de change de \$ (\$ 1 = francs)	PMB en millions de \$ EU courants	Population (millions)	PMB par habitant en \$ EU	PSB par habitant indice (a)	PMB en millions de \$ EU courants	Indice réel	PSB par habitant Indice réel	PMB en millions de \$ EU courants	Indice réel	PSB par habitant Indice réel	Production sucrère Indice	Sucre (\$ des exportations)	Exportations de sucre (\$ du PMB)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1954	...	1,00	...	6,28	...	...	2.360	...	...	...	...	...	54,6	...	...
1955	...	1,00	...	6,41	...	...	2.800	71,9	93,7	...	...	...	64,5	81,0	23,4 PMB
1958	...	1,00	...	6,55	...	...	2.670	...	...	...	...	...	65,7	80,0	22,0 PMB
1959	...	1,00	...	6,69	...	...	...	...	...	...	...	...	69,9	...	...
1960	...	1,00	...	6,83	...	...	...	...	...	...	...	94,8	115,8	68,7	...
1961	...	1,00	...	6,94	...	...	...	...	...	...	...	...	79,5	66,4	...
1962	3.020,5	1,00	3.020,5	7,07	427	...	...	...	...	...	...	...	56,4	86,4	14,9
1963	3.449,6	1,00	3.449,6	7,31	472	...	...	...	...	...	...	...	44,8	87,0	13,7
1964	4.202,3	1,00	4.202,3	7,51	560	...	...	...	...	...	...	...	...	55,7	14,9
1965	4.137,5	1,00	4.137,5	7,72	536	...	...	...	...	...	...	99,1	107,7	71,2	14,3
1966	4.039,3	1,00	4.039,3	7,89	512	...	...	...	...	...	...	...	...	64,3	12,5
1967	4.082,8	1,00	4.082,8	8,05	507	...	...	...	...	...	...	...	...	65,0	14,7
1968	4.376,5	1,00	4.376,5	8,20	534	...	...	92,6	96,0	...	...	...	...	76,1	11,3
1969	4.180,6	1,00	4.180,6	8,42	497	...	...	94,2	96,4	...	...	...	...	75,4	12,0
1970	4.203,9	1,00	4.203,9	8,551	492	100	...	100,0	100,0	4.400	100,0	100,0	100,0	76,9	19,2
1971	4.818,2	1,00	4.818,2	8,692	554	96,3	...	97,0	96,0	4.590	...	...	...	69,4	13,6
1972	6.026,9	0,92	6.551,0	8,862	739	109,4	...	97,5	94,2	...	...	...	...	50,7	9,4
1973	6.710,4	0,83	8.084,8	9,036	895	123,3	...	103,5	98,9	5.600	...	...	...	61,5	13,5
1974	7.414,1	0,84	8.826,3	9,194	960	136,8	9.900	106,6	99,7	6.480	110,2	102,1	...	69,4	26,5
1975	8.866,3	0,81	10.970,7	9,332	1.175	150,6	...	109,9	101,7	7.750	115,7	109,8	74,0	87,0	28,9
1976	8.918,2	0,83	10.744,8	9,471	1.155	156,9	...	113,1	102,1	7.970	107,4	97,0	73,2	87,2	26,0
1977	9.203,9	0,82	11.521,8	9,604(P)	1.179	161,0	...	...	...	8.700	...	...	77,0	87,0	27,0
1978	10.407,7	0,76	13.799,5	9,730	1.418	179,6	12.000	...	...	...	...	...	85,5	87,0	29,0
Moyennes annuelles															
1957-1976	...	0,1	...	2,1	...	...	...	2,4	0,5	...	...	...	...	82,3	...
1960-1976	...	1,2	...	2,1	...	...	...	...	...	...	0,8	-1,1	...	82,6	16,4 (a)
1957-1970	...	...	...	2,2	...	...	...	2,6	0,5	...	...	...	...	85,2	...
1960-1970	...	...	...	2,3	...	...	...	...	...	...	0,5	-1,5	...	83,1	14,2 (a)
1960-1965	...	...	...	2,5	...	...	...	...	...	...	0,9	-1,4	...	86,4	14,5 (a)
1965-1970	0,3	...	0,3	2,1	-1,7	...	...	...	...	...	0,2	-1,3	12,2 (b)	79,5	13,9 (a)
1970-1976	13,4	3,2	16,9	1,7	14,9	7,8	...	2,1	0,5	10,4	1,8	-0,5	-3,2 (b)	81,9	19,7 (a)

Notes : (a) On a préféré le PSB au PMB car, entre 1970 et 1971, la méthode se rapportant au PMB a été révisée, ce qui limite la valeur des comparaisons entre les différentes années ;
(b) Taux de croissance de la moyenne annuelle de chaque période sur la moyenne annuelle de la période précédente ;
(c) Moyenne arithmétique des valeurs pour chaque période
... Non publié ou non disponible
(P) Préliminaire

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE au
C-M(81)34

TABLÉAU 1
CUBA - COMMERCE EXTÉRIEUR ET DÉVELOPPEMENT

	EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			INVESTISSEMENT (en millions de \$)					
	Millions de \$ EU	% à destination de l'URSS et de l'Europe de l'Est (a)	% à destination de l'URSS	% à destination des Etats-Unis	Millions de \$ EU	% en provenance de l'URSS et d'Europe de l'Est (a)	% en provenance d'URSS	% en provenance des Etats-Unis	Aide américaine remboursable	Autres devises non convertibles (b)	Total devises non convertibles	Revenus convertibles	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)-(9)+(10)	(12)	(13)-(11)+(12)
1956	666,2	...	-	...	714	...	...	...	-	-	-	...	...
1957	807,7	5,1	5,1	...	895	0,2	négl.	...	-	-	-	...	...
1958	733,5	2,4	1,8	67,1	858	0,2	-	67,7	-	-	-	...	...
1959	637,4	2,0	2,0	69,7	740	-	-	67,6	-	-	-	...	...
1960	618,2	18,6	16,7	53,2	637,9	16,8	13,8	48,3	-	-	-	...	...
1961	624,7	57,7	48,1	4,8	702,6	55,1	41,1	5,7	...	-	...	...	...
1962	520,7	65,5	42,3	0,8	759,3	70,3	54,1	négl.	...	-	...	...	...
1963	545,8	52,9	30,1	-	867,3	69,8	55,1	-	...	-	...	...	...
1964	715,8	46,2	38,5	-	1.018,8	55,6	40,2	-	...	-	...	...	...
1965	690,6	61,6	47,0	-	866,2	60,5	49,5	-	...	-	...	...	...
1966	597,8	64,4	45,8	-	925,5	69,1	56,3	-	...	-	...	...	...
1967	705,0	68,0	51,9	-	999,1	70,0	58,3	-	1.399	-	1.399	...	1.399
1968	651,4	63,0	44,5	-	1.102,3	71,3	60,9	-	1.825	-	1.825	...	1.825
1969	666,7	54,0	34,7	-	1.221,6	65,2	53,9	-	2.319	-	2.319	...	2.319
1970	1.049,5	64,8	58,6	-	1.311,0	62,2	52,7	-	2.998	-	2.998	...	2.998
1971	861,2	53,8	35,3	-	1.387,5	63,0	52,7	-	3.059	-	3.059	...	3.059
1972	837,9	45,4	29,1	-	1.293,3	69,8	60,0	-	3.691	-	3.691	549	4.240
1973	1.489,8	56,2	41,5	-	1.792,8	69,7	59,3	-	4.188	...	4.188	588	4.776
1974	2.843,0	50,7	36,5	-	2.648,4	51,8	46,0	-	4.417	...	4.417	657	5.074
1975	3.683,7	64,3	56,3	-	3.883,3	48,3	40,2	-	4.567	...	4.567	961	5.528
1976	3.245	70,7	60,8	-	3.693	57,6	46,8	-	4.717	...	4.717	1.428	6.145
1977	3.533(P)	79,6	70,9	-	4.180(P)	64,4	54,1	-	4.987	...	4.987	2.995	7.982
1978	4.524(P)	...	...	-	4.690(P)	...	...	-	5.257	...	5.257	2.600	7.857
1979	...	...	...	-	...	...	...	-	...	...	...	...	...

Notes : (a) URSS, Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, RDA, Hongrie, Pologne et Roumanie (Yougoslavie non comprise)
 (b) Europe de l'Est et banques du CAEM
 - Zéro
 ... Non publié ou non disponible
 Négl. Négligeable
 (P) Préliminaire

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

- 4 -

ANNEXE au
C-M(81)34

TABEAU 4
COMMERCE BILATERAL AVEC L'URSS ET AIDE FOURNIE PAR CE PAYS
en millions de \$ EU

	ECHANGES			Aide totale	PRETS				DOSE			POUR MEMOIRE			
	Exportations cubaines	Importations cubaines	Solde		TOTAL PARTIEL	Aide au développement	Intérêts	Autres opérations invisibles	TOTAL PARTIEL	Subvention sucre	Subvention pétrole	Subvention Nickel	PMR de Cuba	PMR de L'URSS	Aide soviétique aux pays en développement
	(1)	(2)	(3)	(4)-(5)+(9)	(5)-(6)+(7)+(8)	(6)	(7)	(8)	(9)-(10)+(11)+(12)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1956	14,7	-	14,7	...	...	...	...	...	...	...	-	-	...	...	...
1957	47,1	-	47,1	...	...	...	...	...	...	...	-	-	...	...	...
1958	15,4	-	15,4	...	...	...	...	...	...	...	-	-	...	...	...
1959	7,4	-	7,4	...	...	...	...	...	...	...	-	-	...	...	...
1960	105,7	74,6	29,1	...	...	...	...	...	...	...	-	-	2.400,0	...	...
1961	311,9	287,0	24,9	...	...	...	...	...	...	...	-	-	...	...	...
1962	234,0	366,7	-132,7	...	...	...	...	...	...	...	-	-	3.020,5	...	...
1963	164,4	399,7	-235,3	...	...	...	...	...	...	...	-	-	3.449,6	209.000	...
1964	200,0	366,0	-166,0	...	...	...	...	...	...	...	-	-	4.202,5	231.000	...
1965	342,2	375,4	-33,2	...	...	...	...	...	...	...	-	-	4.137,5	248.000	...
1966	205,9	419,9	-194,0	...	...	...	...	...	...	...	-	-	4.039,5	...	...
1967	372,7	362,7	-10,0	(2.025)(a)	(1.393)(a)	(1.180)(a)	(59)(a)	(134)(a)	(632)(a)	(632)(a)	-	-	4.082,8	295.000	(2.555)(a)
1968	277,7	624,2	-346,5	582	432	302	28	22	150	150	-	-	4.376,5	326.400	310
1969	231,6	624,0	-392,4	500	494	436	34	24	86	86	-	-	4.180,6	357.200	355
1970	516,6	644,4	-127,8	301	231	162	45	24	150	150	-	-	4.203,9	381.000	390
1971	321,0	668,9	-347,9	365	509	427	57	25	56	56	-	-	4.818,2	410.000	415
1972	247,2	743,3	-496,1	632	632	555	69	28	-	-	-	-	6.551,0	425.000	430
1973	504,7	922,5	-417,8	587	437	404	(6)	33	150	(4)	-	53	8.084,8	481.000	500
1974	946,4	1.223,8	-277,4	696	289	255	-	34	407	(4)	369	38	8.826,3	534.000	700
1975	2.006,8	1.582,0	424,8	1.051	150	115	-	35	901	580	290	31	10.970,7	569.000	500
1976	2.017,2	1.792,4	224,8	1.307	150	115	-	35	1.357	977	360	18	10.744,8	622.000	460
1977	2.461,6	2.220,0	241,6	1.982	210	175	-	35	1.772	1.428	328	16	11.521,8	677.000	540
1978	3.200,1	2.803,2	396,9	2.970	330	295	-	35	2.640	2.435	165	40	13.799,5	706.000	430
1979 ^(b)	4.930,0	3.160,0	1.770,0	3.173	440	405	-	35	2.733	2.364	365	4	...	...	...

Notes : (b) Provisoire ; (c) Aux termes d'un accord soviéto-roumain signé en décembre 1972, Cuba a été exemptée du paiement ultérieur d'intérêts au titre de sa dette ; (e) montant cumulé 1961-1967 ; (g) montant cumulé 1954-1967

... Non disponible ou non publié
- Zéro

NATO SANS CLASSIFICATION

- 4 -

N A T O S A N S C L A S S I F I C A T I O N

- 5 -

ANNEXE au
C-M(81)34

TABLÉAU 3
CUBA - COMMERCE DE SUCRE

PRODUCTION (milliers de tonnes)		EXPORTATIONS CUBAÏNES (données officielles cubaines)					IMPORTATIONS SOVIÉTIQUES (données officielles soviétiques)			PRIX EN ROUBLES PAR TONNE			PRIX EN DOLLARS PAR TONNE	
Année de récolte	Année civile	TOTAL (milliers de tonnes)	CAEM (milliers de tonnes)	URSS (milliers de tonnes)	% à destination du CAEM	% à destination de l'URSS	Millions de roubles	Millions de dollars	Milliers de tonnes (a)	Accords commerciaux bilatéraux	Prix théorique pour le CAEM	Prix réel moyen payé par l'URSS	Prix réel moyen payé par l'URSS	Marché mondial
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1956	4.660	...	5.281,6	...	204	...	13,156	14,6	214,3	...	...	61,39	68,2	55
1957	5.504	5.742,0	5.407,0	...	145	...	42,381	47,1	350,9	...	...	120,8	134,2	114
1958	5.610	...	5.565,7	...	201	...	13,957	15,5	197,9	...	...	70,52	78,4	77
1959	5.964	...	4.251,8	...	274	...	6,675	7,4	132,5	...	...	50,38	56,0	65
1960	5.862	...	5.634,5	...	1.467	...	93,400	103,8	1.467,8	60	...	65,63	70,7	69
1961	6.767	...	6.413,5	...	3.345	...	270,369	300,4	3.345,0	60	...	80,82	89,8	61
1962	4.815	...	5.130,9	...	2.335	...	183,589	204,0	2.235,2	60	...	82,21	91,5	63
1963	5.821	...	5.550,8	...	996	...	123,187	136,9	996,4	120	...	123,6	137,4	184
1964	4.599	...	4.114,3	...	1.859	...	222,462	247,4	1.859,5	120	...	119,76	133,1	127
1965	6.002	...	5.230,9	...	2.530	...	273,368	303,7	2.530,7	120	...	122,55	136,8	46
1966	4.866	...	4.361,0	...	1.841	...	225,774	250,9	1.840,9	120	86,6	122,64	136,3	40
1967	6.236	...	5.682,9	...	2.479	...	302,316	335,9	2.479,7	120	86,6	121,92	135,5	42
1968	5.164	5.315,0	4.612,9	...	1.832	...	212,706	236,5	1.749,1	120	86,6	121,61	135,1	42
1969	4.459	5.554,0	4.750,8	...	1.532	...	161,843	179,9	1.331,9	120	86,6	121,59	135,1	71
1970	8.538	7.559,0	6.906,3	4.055,2	3.105,0	58,7	364,339	404,8	3.003,3	120	86,6	121,51	134,8	81
1971	5.925	5.950,0	5.510,8	2.518,4	1.581,0	45,7	185,642	206,3	1.555,7	120	49,7	120,88	134,3	99
1972	4.325	4.687,0	4.139,6	1.789,5	1.097,4	43,2	131,465	158,6	1.101,4	120	49,7	119,36	144,0	160
1973	5.253	5.382,5	4.757,4	2.484,2	1.660,7	51,8	325,958	458,2	1.603,3	200	49,7	201,50	273,3	209
1974	5.925	5.925,9	5.491,2	2.761,3	1.975,0	50,5	410,782	807,2	1.855,6	327,4	49,7	329,16	435,0	655
1975	6.314	6.427,4	5.744,0	3.697,0	3.187,0	64,5	1.344,312	1.864,0	2.263,7	484	324,7	453,59	628,9	450
1976	6.250	6.150,0	5.763,0	3.700,0	3.036,0	64,2	1.397,830	1.853,8	3.068	512	324,7	455,6	604,2	255
1977	6.375	6.405,0(P)	6.258,2	4.416,0	3.790,4	70,8	1.675,346	2.272,1	3.652	...	291,6	458,7	622,2	179
1978	7.300	...	7.231,2	4.534,5	3.936,1	62,7	2.117,209	3.110,0	3.797	...	259,6	557,6	818,8	112
1979	...	...	...	...	...	...	...	...	...	370	...	...	...	190(P)

Notes : (a) Contrairement à ceux de la colonne (15) du tableau 1, ces chiffres ne tiennent pas compte de la mélasse et du miel.
... Non disponible ou non applicable
(P) Préliminaire